

Budget—M. Chrétien

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, il y a eu un peu plus tôt dans la journée certaines discussions à ce sujet et il a été précisé que le député de Nickel Belt (M. Rodriguez) était retenu par les travaux d'un comité cet après-midi, ce qui l'empêcherait de pouvoir présenter ce bill. Peut-être y en a-t-il un autre à appeler.

S'il n'y en a pas d'autre, la Chambre pourrait en profiter pour passer à mon bill d'abolition du Sénat.

M. l'Orateur: Faut-il comprendre dans ces conditions que le bill inscrit au nom du député de Nickel Belt est reporté?

Des voix: D'accord.

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, peut-être pourrais-je tirer le gouvernement de difficulté. Il y a au *Feuilleton* un bill inscrit à mon nom et qui concerne les démarcheurs parlementaires. Il y a peut-être moyen de passer aux bills privés. Si ce n'est pas possible ou ne convient pas, je pense qu'étant donné qu'il y aura le budget ce soir et que beaucoup de députés s'y préparent, il serait à propos de dire qu'il est 6 heures.

M. l'Orateur: Est-ce convenu?

Des voix: D'accord.

M. l'Orateur: Il en est ainsi convenu et ordonné. Comme il est 6 heures, je quitte le fauteuil jusqu'à 8 heures ce soir.

(La séance est suspendue à 4 h 59.)

● (2002)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Français]

LE BUDGET

EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances) propose:

Que la Chambre approuve la politique budgétaire du gouvernement.

—Monsieur le président, je suis heureux de pouvoir présenter à la Chambre une évaluation de l'état de l'économie canadienne et mes propositions pour l'améliorer.

Ces dernières semaines, je me suis rendu dans diverses régions du pays. Je me suis entretenu avec beaucoup de Canadiens—mes collègues des provinces, des hommes d'affaires, des dirigeants syndicaux, des économistes et de simples citoyens. Partout, on m'a dit que le budget devait être responsable, qu'il devait créer un climat de stabilité et de certitude dans le pays et qu'il devait viser à réduire les coûts, y compris ceux de l'État.

[M. l'Orateur.]

[Traduction]

Situation et perspectives économiques générales

J'aimerais d'abord examiner notre situation économique actuelle. L'économie a beaucoup progressé en 1978, quoique les résultats aient été inférieurs à ceux que j'escomptais.

Il est vrai que l'emploi a fortement augmenté: en octobre, le nombre de Canadiens employés par rapport au même mois l'an dernier avait augmenté de 362,000. Il y a maintenant une plus forte proportion de Canadiens au travail que par le passé. Mais le taux de chômage est encore trop élevé.

La croissance nominale du produit national brut devrait être voisine des 11 p. 100 que je prévoyais lors du budget d'avril. Cependant, les prix ont augmenté davantage et la croissance de la production a été moins forte que prévu.

Le prix des articles que nous produisons devrait augmenter d'environ 6½ p. 100. La hausse de la production devrait être proche de 4 p. 100. La croissance de l'économie canadienne a été lente au premier trimestre, au moment où l'économie américaine souffrait de la grève des charbonnages. Depuis, nous n'avons pas pu rattraper entièrement le terrain perdu à ce moment.

L'indice des prix à la consommation s'est élevé plus vite que prévu. En septembre, il dépassait de 8.6 p. 100 son niveau d'un an auparavant. Cette reprise de l'inflation n'est pas due à l'accélération de la hausse de nos revenus ou de nos coûts intérieurs, mais à la hausse du prix de l'alimentation et au fléchissement du dollar.

Cette hausse accélérée des prix à la consommation a ralenti le taux de croissance des revenus réels et du pouvoir d'achat des Canadiens. Par conséquent, la consommation s'est accrue moins vite qu'on l'espérait, ce qui est la principale cause du manque de croissance. En termes réels, la consommation a progressé cette année de 3½ à 4 p. 100. Il y a plus d'emplois et les impôts sur le revenu des particuliers ont été réduits. Les réductions temporaires des taxes de vente provinciales, financées en grande partie par mon budget d'avril dernier, ont stimulé l'économie. Cependant, la hausse du prix de l'alimentation et des autres biens de consommation importés a affaibli la portée de ces stimulants.

Depuis le sommet de Bonn, plusieurs pays ont pris des mesures de relance économique. On s'attend à ce que la croissance à l'extérieur de l'Amérique du Nord soit plus rapide en 1979 qu'en 1978, mais qu'elle ralentisse aux États-Unis. Pour l'an prochain, on prévoit une expansion économique plus rapide au Canada que chez notre voisin du Sud. Cependant, comme l'économie de notre principal partenaire commercial progressera plus lentement, il nous sera difficile de résorber la sous-utilisation de notre économie. En outre, notre balance commerciale ne s'améliorera pas aussi vite qu'elle le devrait, compte tenu de l'amélioration de notre compétitivité, mais elle sera meilleure que cette année. Dans ces circonstances, il nous faut améliorer notre accès aux marchés des autres pays, notamment de ceux qui continuent d'enregistrer d'importants excédents commerciaux. Le succès des négociations commerciales du GATT reste d'une importance vitale pour nous. Dans nos relations bilatérales avec les autres pays, nous insisterons pour obtenir de meilleures possibilités commerciales.